

# L'empreinte de la Russie en Afrique

Dans les années qui ont précédé son invasion de l'Ukraine, la Russie a renforcé sa présence sur le continent africain. Cette influence évolue aujourd'hui en lien étroit avec la guerre et ses conséquences politiques et économiques à l'échelle mondiale.

Par Charlotte Hirsbrunner et Niklas Masuhr

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a créé une onde de choc à l'échelle globale. Elle a également eu des répercussions de plusieurs ordres en Afrique, notamment une intensification de la concurrence entre les grandes puissances, des tentatives d'influer sur l'opinion publique africaine et des pénuries directement liées à la guerre. Face à ces défis, les gouvernements africains ont eu des réactions variées qui s'expliquent par la diversité de leurs intérêts nationaux et de leurs liens préexistants avec la Russie et les États-Unis, ainsi que leurs alliés et partenaires. Si un petit nombre d'entre eux se sont ouvertement rangés du côté de l'Ukraine, les autres ont choisi une voie plus centrale et se sont largement abstenus lors des votes de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant l'agression russe. Cette attitude a suscité une certaine consternation de la part des capitales et des commentateurs occidentaux, qui ont exhorté les pays africains à adopter une position de principe plus ferme en soutien à Kyiv. Du point de vue de l'Afrique, cependant, les choix politiques sont bien moins tranchés et la pression exercée sur les pays pour qu'ils défendent les intérêts ukrainiens et, par extension, ceux des États-Unis et de leurs alliés, pose problème.

À bien des égards, l'Afrique est devenue une nouvelle arène de négociation de l'invasion russe par le jeu de pressions pour



La première session plénière du sommet Russie-Afrique 2019 à Sotchi, en Russie, le 24 octobre 2019. *Sergei Chirikov / Reuters*

condamner Moscou et adhérer aux régimes de sanctions. Le continent sert d'indicateur de réussite pour les efforts politiques déployés par les États-Unis et leurs alliés en dehors de leur cercle. La Russie, de son côté, cherche également depuis quelques années à accroître son empreinte sur le continent. Cette démarche a abouti au premier sommet Russie-Afrique, organisé à Sotchi en 2019. Le deuxième sommet prévu en 2023 montrera dans quelle mesure la Russie est parvenue à s'imposer comme une alternative aux États-Unis et à l'Europe.

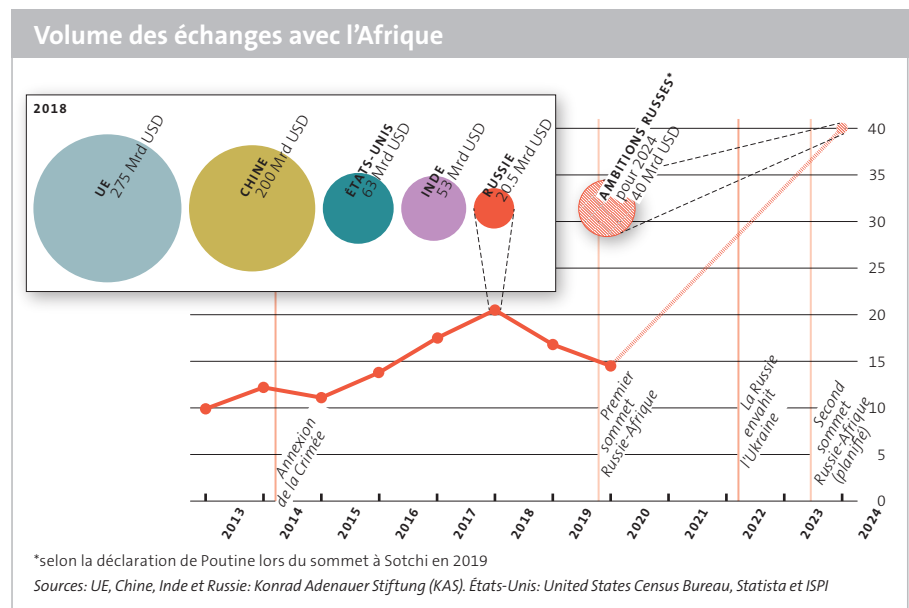
L'avenir de la présence russe en Afrique reste donc ouvert. Les sanctions et l'impact négatif de la guerre sur la fiabilité de la Russie en tant que partenaire extérieur du continent pourraient réduire sa place et son influence. Jusqu'ici, la présence russe était essentiellement assurée par le groupe de mercenaires Wagner, agissant en partie pour ses propres intérêts. Cependant, Moscou pourrait décider d'exercer un contrôle plus direct sur les opérations paramilitaires menées en Afrique. Dans un contexte marqué par une intensification de la confrontation

avec l'OTAN, la Russie pourrait ainsi considérer l'Afrique comme un théâtre de concurrence secondaire. Quelles que soient son ampleur et son échelle, il y a de grandes chances que l'empreinte de la Russie en Afrique reste hétérogène et disparate. Les agents russes pourront probablement s'appuyer sur certains de leurs points forts pour tirer leur épingle du jeu, en faisant par exemple valoir la tradition anticolonialiste de l'Union soviétique, mais leur action sera limitée par les maigres perspectives économiques qu'ils ont à offrir.

### La présence russe avant 2022

L'invasion de l'Ukraine a intensifié la rivalité entre Moscou et l'OTAN, qui pourrait se propager à l'Afrique. Avant février 2022, la présence croissante de la Russie en Afrique était, au mieux, considérée comme une nuisance. L'influence de Moscou, limitée à une poignée de théâtres, apparaissait minimale et extrêmement opportuniste. Ses agents sur le terrain étaient généralement des acteurs ostensiblement privés, issus d'un «État fantôme» piloté par des oligarques, et non par le gouvernement russe. Au centre de ces réseaux se trouve Evgueni Prigojine. Autrefois principal prestataire de restauration pour l'armée russe, l'oligarque a noué des liens commerciaux et politiques avec des dirigeants locaux et d'autres partenaires en Afrique. Jusqu'à présent, l'État russe a joué un rôle de soutien dans ces initiatives d'interconnexion et l'appât du gain des oligarques sur le terrain semblait l'emporter sur les intérêts nationaux. La présence de la Russie s'apparentait donc plus à un patchwork d'intérêts opportunistes qu'à un grand plan orchestré par le Kremlin (voir analyse du CSS no 274). L'élément saillant du réseau de Prigojine est le désormais tristement célèbre groupe de mercenaires Wagner. Créé en 2014 lors des premières incursions de la Russie en Ukraine, le groupe Wagner est devenu à la fois un instrument paramilitaire permettant à Prigojine de développer son réseau et un outil de projection de la puissance russe en partie réfutable par Moscou, la frontière entre les deux étant souvent floue.

Si l'empreinte des mercenaires reste généralement légère, la Libye et la République centrafricaine (RCA) font exception à cette règle en Afrique. Dans le premier cas, le groupe Wagner a été envoyé en force pour soutenir les alliés russes au niveau local. Mais son déploiement le plus marquant a eu lieu en RCA pour asseoir le gouvernement de Faustin-Archange Touadéra. Ces mercenaires accompagnent les activités des «technologues politiques» (terme employé



par la Russie pour désigner des consultants spécialisés dans l'appui aux autocrates) visant à réprimer la résistance locale. Même si les agents paramilitaires ont focalisé l'attention des médias, les activités de Prigojine en RCA ressemblent plus à une tentative d'approche étendue semi-privée associant des moyens militaires et non militaires. Les communiqués de presse du Pentagone laissaient entendre que la RCA pourrait devenir la tête de pont de la Russie sur le continent africain. Les observateurs et les analystes civils ont souvent mis en doute cette vision sécuritaire, soulignant que la présence de la Russie était certes visible, mais faible au regard des indicateurs quantitatifs.

Cependant, la décision prise par la France en 2022 de retirer ses forces du Mali, lorsque le gouvernement putschiste a fait venir des paramilitaires russes, marque peut-être l'entrée dans une ère plus proche de la guerre froide. Le régime de Poutine semblant considérer sa rivalité avec l'Occident comme une question de survie, Moscou pourrait décider d'exercer un contrôle plus direct sur les moyens russes en Afrique afin de nuire aux intérêts des États-Unis et de l'OTAN. À l'appât du gain des mercenaires pourraient donc s'ajouter, voire se substituer, une mainmise stratégique et un alignement plus net sur les intérêts nationaux de la Russie.

### Intensification de la rivalité

La Russie espérait un changement de régime rapide et propre en Ukraine. Au lieu

de cela, la guerre a renforcé sa concurrence avec l'OTAN sur tous les sujets et en a élevé les enjeux. Washington et ses partenaires ont entrepris d'élargir les sanctions et d'isoler la Russie sur le plan diplomatique et économique. Dans le cadre de cette stratégie, les alliés occidentaux ont déployé des efforts importants pour laisser penser que le monde entier condamnait l'agression russe. Ce travail a rencontré un succès mitigé en Afrique. La première raison est que beaucoup de gouvernements africains entretenaient déjà des liens avec Moscou. La Russie est peut-être éclipsée par la Chine, l'UE et les États-Unis sur le plan du volume des échanges, mais elle reste le principal exportateur d'équipements militaires et a multiplié les partenariats en matière de sécurité sur le continent. Pour de nombreux pays et régimes d'Afrique, les armes et les pièces de rechange russes revêtent une importance vitale.

Les relations politiques et commerciales bilatérales entre la Russie et l'Afrique n'expliquent toutefois pas totalement la réticence de nombreux gouvernements du continent à se ranger dans un camp. Beaucoup d'entre eux ne souhaitent pas revenir au temps de la guerre froide, où ils étaient contraints de choisir entre deux camps distincts et opposés. Souvent formulés sous l'angle normatif, les appels des puissances occidentales à rallier la cause de l'Ukraine occultent le fait que les gouvernements africains agissent en fonction de leurs intérêts nationaux, qui ne sont pas forcément en accord avec cette ligne. Compte tenu

notamment de l'influence croissante de Pékin sur le continent, se ranger ouvertement du côté d'un acteur soutenu par les États-Unis et l'OTAN ne semble pas une bonne option. Si la réaction de la Chine à l'invasion de l'Ukraine a été prudente, voire ambiguë, elle n'a pas choisi de rompre avec la Russie. Pékin craint un affaiblissement de sa puissance voisine et partenaire, ce qui aurait pour effet de mobiliser les moyens stratégiques et l'attention des États-Unis (voir analyse du CSS no 303). La Chine a donc intérêt à contrecarrer l'idée que la Russie est isolée au niveau mondial, la position ambiguë de l'Afrique prouvant de fait le contraire.

### Rôle de l'information

Pour beaucoup de pays africains, se ranger du côté de l'OTAN reviendrait explicitement à prendre le parti de leurs anciennes puissances coloniales. Les campagnes d'information russes ciblent délibérément ce lien historique, tout en faisant valoir la tradition anticolonialiste de l'Union soviétique. Pendant la guerre froide, Moscou s'est positionnée en chantre mondial de l'anticolonialisme et donc, du point de vue africain, de l'antioccidentalisme. En ce qui concerne l'Afrique, Moscou peut ainsi se prévaloir d'avoir été du bon côté de l'histoire. Le mouvement de libération le plus connu qui s'est mué en gouvernement est sans doute le ANC (*African National Congress*) sud-africain. Dans le contexte actuel, ces antécédents donnent à la Russie un certain avantage aux yeux du public, par rapport à ses rivaux américains et européens. Au Mali, par exemple, le groupe Wagner a réussi, au moins en partie, à se présenter comme une alternative viable auprès du gouvernement putschiste et de certains segments de la population locale. Son crédit ne s'est pas tant construit sur ses capacités paramilitaires à lutter contre le terrorisme que sur son simple positionnement en opposition à la France, ancienne puissance colonisatrice.

Cette perception de la Russie n'est toutefois pas née spontanément: elle est le fruit, au moins en partie, d'une vaste campagne d'information de la part de Moscou. Les acteurs russes ont utilisé les médias traditionnels et en ligne pour présenter la Russie comme l'héritière naturelle de l'Union soviétique et de ses efforts en faveur de l'Afrique. Elle a ainsi réussi à monopoliser ce rôle que le grand public africain ne semble pas prêter à l'Ukraine, alors même que le pays occupait une place majeure dans l'URSS. La Russie présente son invasion comme une guerre défensive contre les puissances qui ont colonisé l'Afrique et/ou

qui chercheraient à maintenir le continent sous l'emprise de l'Occident.

L'exemple du Mali montre à quel point les campagnes d'information russes peuvent être efficaces, tant auprès des régimes que de la population. Lorsque la France a annoncé son retrait, les dirigeants du gouvernement militaire maliens ont explicitement remercié Poutine pour son respect de la souveraineté du pays (contrairement à la France et à l'Occident). Et lorsque les moyens russes ont été déployés, des manifestations publiques de soutien aux nouveaux prestataires de sécurité se sont formées et ont été jugées authentiques par les observateurs. Cette situation contraste avec les signalements crédibles de crimes de guerre commis par les mercenaires de Wagner en RCA. Dès 2021, des rapporteurs du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies faisaient état de violations systématiques perpétrées par des «instructeurs russes» intégrés aux forces centrafricaines. En outre, depuis le retrait de la France du territoire malien, la situation de sécurité dans le nord du pays ne s'est pas améliorée, mais au contraire dégradée. La réputation de force apte à lutter contre le terrorisme que Wagner s'est fabriquée semble donc injustifiée.

### Coopération économique

Depuis le premier sommet Russie-Afrique de 2019 au moins, Moscou tente manifestement de renforcer ses liens économiques et diplomatiques avec les gouvernements africains au plus haut niveau. Tout comme les rapports politiques, les relations commerciales entre la Russie et les pays d'Afrique ne sont pas homogènes.

Le volume des échanges entre la Russie et le continent africain connaît une croissance constante depuis le début des années 2010. Cette évolution est sans doute la conséquence des sanctions occidentales imposées à la Russie après son annexion de la Crimée en 2014, qui l'ont poussée à chercher d'autres débouchés. Le volume des échanges entre la Russie et l'Afrique a atteint un niveau record de 20,5 milliards de dollars en 2018. Signe des priorités russes, le président Poutine a officiellement déclaré que ce chiffre devait doubler d'ici 2025, l'objectif étant de parvenir à 40 milliards de dollars. Compte tenu de la guerre en Ukraine et de ses conséquences, ce plan probablement trop ambitieux semble désormais relégué au rang de vœu pieux.

L'engagement économique de la Russie sur le continent africain est particulièrement marqué dans trois secteurs: les exportations

### Lectures complémentaires

Ben Chandler, « **Russia-Ukraine Crisis: Impact on Africa** », *Mo Ibrahim Foundation*, April 2022.

Allard Duursma / Niklas Masuhr, « **Russia's Return to Africa in a Historical and Global Context: Anti-Imperialism, Patronage, and Opportunism** », *South African Journal of International Affairs* 49:4, 2022.

Kimberly Marten, « **Russia's Back in Africa: Is the Cold War Returning?** », *The Washington Quarterly* 42:4, 2019.

Eleonora Tafuro Ambrosetti, « **Russia's Soft-Power Sources in Africa** », *SIIA Policy Insights* 126, March 2022.

d'armes, les activités minières et la prospection énergétique. Mais au-delà de ces domaines, le poids économique de la Russie reste faible par rapport à d'autres partenaires de l'Afrique. Au regard des volumes d'échanges de l'UE (275 milliards de dollars), de la Chine (200 milliards de dollars), des États-Unis (62 milliards de dollars) ou de l'Inde (54 milliards de dollars), le chiffre de 20,5 milliards de dollars atteint par la Russie en 2018 semble plutôt modeste (voir le graphique à la page 2). En outre, ces échanges ne sont pas répartis uniformément sur le continent, la majorité (74 %) ayant lieu entre la Russie et les pays d'Afrique du Nord.

Comme la Russie ne représente que 2 à 3 % des échanges internationaux de l'Afrique, les sanctions ne devraient pas avoir d'impact significatif sur le commerce extérieur du continent. La guerre et les sanctions imposées à Moscou ont en revanche des répercussions majeures sur plusieurs aspects de l'engagement russe en Afrique. L'invasion russe a impacté en premier lieu le secteur clé de l'armement – du fait des sanctions, mais également des besoins de la Russie sur le champ de bataille. Ces bouleversements pourraient avoir des retombées à long terme sur la fiabilité des exportations d'armes de la Russie vers l'Afrique. En août 2022, le directeur de l'agence nationale russe d'exportation d'armement a confirmé cette tendance, pour le moins temporaire, déclarant que les recettes des exportations d'armes russes en 2022 seraient en baisse de 26 % par rapport à l'année précédente.

Outre les armes, les entreprises russes mènent différents projets d'exploitation minière en Afrique (diamants, aluminium, bauxite, or, platine, etc.) et participent à des



projets d'infrastructure dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie nucléaire. La pression exercée sur la Russie par le biais des sanctions et les besoins accrus de

## Le sommet Russie-Afrique de 2023 permettra de mieux cerner la place de la Russie sur le continent.

son industrie nationale pourraient toutefois compliquer ces initiatives. La centrale nucléaire d'El Dabaa en Égypte, dont la construction et le financement font l'objet d'un accord avec la société nationale russe d'énergie atomique Rosatom, en est un exemple. Plusieurs partenaires du projet ont exprimé leurs préoccupations quant à leur coopération et aux sanctions imposées à la Russie. C'est notamment le cas des Sud-Coréens, dont l'avis est pris au sérieux dans le monde entier.

L'impact de la guerre sur les importations de denrées alimentaires est une autre source d'inquiétude en Afrique. La Russie et l'Ukraine sont en effet de grands exportateurs de produits alimentaires et d'engrais. À eux deux, ces pays représentent environ 30 % du blé vendu dans le monde, 20 % du maïs et 70 % des graines de tournesol. Les forces d'invasion ont semé la dévastation dans tout l'est et le sud de l'Ukraine, notamment dans les régions concentrant l'essentiel des activités agricoles du pays.

Le conflit a créé une pénurie sur le marché alimentaire mondial qui se traduit par une baisse des exportations physiques et une hausse indirecte des prix affectant particulièrement les pays à faible revenu. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'attend à ce que les prix des denrées alimentaires augmentent de 8 à 22 % à travers le monde en 2023. Beaucoup de pays à faible revenu verront donc leurs dépenses grimper ou leur accès à l'alimentation diminuer.

En juillet 2022, la Russie, l'Ukraine, l'ONU et la Turquie ont signé l'Initiative céréalière de la mer Noire, dont l'objectif est de permettre la reprise des exportations depuis l'Ukraine. La sécurité d'approvisionnement

des pays d'Afrique en denrées alimentaires et en engrais reste toutefois précaire. Les campagnes d'information russes se sont emparées du sujet de l'insécurité alimentaire, accusant l'Ukraine, «à la botte de l'OTAN», de menacer la Russie et de mettre ainsi en danger la vie des Africains. De même, la réticence de l'Ukraine à faire des compromis sur son intégrité territoriale et sa souveraineté politique est présentée comme de l'intransigeance et comme une ingérence occidentale risquant de semer la mort en Afrique.

### Perspectives

Il est trop tôt pour déterminer l'impact de l'invasion de l'Ukraine sur l'empreinte de la Russie en Afrique, qui était en pleine expansion avant le conflit. Globalement, les observateurs et les analystes envisagent deux scénarios types: le retrait ou le renforcement du contrôle stratégique exercé par le Kremlin. Le redéploiement d'unités paramilitaires russes signalé sur le front ukrainien laisse penser que la première solution serait privilégiée. Le manque de main-d'œuvre expérimentée et la nécessité de mobiliser des ressources dispersées pour soutenir l'effort de guerre pourraient justifier ce choix. Le contrargument serait que la présence de la Russie en Afrique est maintenant bien établie et peut se maintenir à moindre coût, notamment par le recours à des mercenaires et par un engagement sélectif. En outre, la concurrence accrue avec l'Occident pourrait inciter Moscou à «enrôler» (ou «nationaliser») davantage de ressources non étatiques ou semi-étatiques à des fins stratégiques. Ce serait toutefois plus facile à dire qu'à faire: l'invasion de l'Ukraine a montré que posséder un vaste ensemble de leviers stratégiques (médias d'information, forces paramilitaires réfutables, alliés politiques, etc.) ne suffit pas. L'image du groupe Wagner comme alternative à l'appui occidental en matière de sécurité pourrait notamment se ternir. On peut se demander combien de temps les campagnes d'information russes parviendront à masquer le caractère inefficace, voire contreproductif, des opérations.

Un écart similaire pourrait se creuser entre la réputation populaire de la Russie, qui fait

valoir dans tous les médias ses antécédents anticolonialistes, et sa perte de fiabilité en tant que partenaire commercial et fournisseur d'armes. Le sommet Russie-Afrique de 2023 permettra de mieux cerner la place de la Russie sur le continent à différents égards, notamment la perception mondiale de sa guerre contre l'Ukraine et sa viabilité comme pôle alternatif de pouvoir. L'accueil chaleureux du ministre russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, en Afrique du Sud en janvier 2023, qui sera suivi d'exercices militaires conjoints, montre à quel point la diplomatie russe peut être efficace.

Quelle que soit l'évolution de ces récits politiques en Afrique, la Russie possède aujourd'hui une série d'avantages sur l'Occident et même sur la Chine, malgré son trésor de guerre minuscule en comparaison. Moscou est capable de suivre des objectifs précis en occultant les questions systémiques et les conséquences secondaires. En Afrique, les acteurs russes s'intéressent uniquement aux régimes et aux réseaux de pouvoir, sans trop se soucier de leur légitimité ou de leur respect des droits humains. Le déploiement du groupe Wagner au Mali semble incarner le scénario idéal au regard de ces critères: un processus décisionnel rapide et opportuniste, un terreau fertile pour les récits anticolonialistes et un vide sécuritaire à combler. Les récents événements au Burkina Faso pourraient indiquer que s'aligner sur des gouvernements de coup d'État militaire exploitant le ressentiment anti-occidental pourrait s'avérer un vecteur général utile pour les acteurs russes. Il restera à voir si ce type d'interventions deviendront un modèle pour de futures initiatives ou incarnera l'apogée de la résurgence russe en Afrique.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

**Charlotte Hirsbrunner** est ancienne stagiaire de l'équipe «Global Security» du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich.

**Niklas Masuhr** est Senior Researcher au sein de l'équipe «Global Security» du CSS.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Fabien Merz  
Révision linguistique: Névine Schepers  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni, Rosa Guggenheim

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Plus d'éditions et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

L'«ordre international fondé sur des règles» No 317  
La Russie et les exportations de matières premières No 316  
L'interface entre sécurité et changement climatique No 315  
Le chemin incertain de l'Ukraine vers l'UE No 314  
Entre normes et réalité: l'ONU et le cyberspace No 313  
La Russie, puissance nucléaire No 312

© 2023 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich  
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000595560